

Andiiss : les JEN ont rempli toutes leurs promesses

L'Andiiss a organisé ses Journées d'Etude Nationales 2022 en abordant les nouveaux enjeux des politiques sportives locales et leur (ré)organisation.



“L'espace exposants” est toujours le lieu incontournable où se déroulent de nombreux échanges entre participants et sociétés. Cette année, une délégation de l'Andiiss Réunion, récemment créée, était présente pour obtenir un maximum d'informations et répondre à des problématiques spécifiques.

Deux ans après les dernières JEN (à Saint-Malo), les membres de l'Association Nationale des Directeurs et Intervenants d'Installations et des Services des Sports (ANDIISS) et une trentaine de sociétés partenaires (soit près de 400 personnes) se sont de nouveau retrouvés en Bretagne, mais à Saint-Brieuc. Comme de coutume, de nombreux sujets d'actualités ont été abordés, avec plusieurs thématiques découlant de l'après crise sanitaire. Le tout, avec des échanges constructifs et francs, l'une des recettes de la réussite de ces journées.

Sport santé et nouvelles attentes

Après la traditionnelle ouverture institutionnelle, le ton a été donné dès le mercredi matin avec Christèle Gautier, cheffe de projet stratégie nationale sport santé au ministère des Sports. Elle a notamment insisté sur des chiffres assez alarmants : 94 % des Français présentent de mauvais indicateurs de santé et 50 % sont en situation d'obésité. Elle a donc rappelé que l'activité sportive est indispensable et que les collectivités locales doivent penser le sport santé comme une véritable politique et non une simple activité. L'objectif étant de toucher l'ensemble des publics : enfants

et adolescents, salariés ou encore séniors. Pour cela, les collectivités peuvent notamment compter sur le financement des maisons sport santé et de diverses actions de la part de l'Agence Nationale du Sport.

Par la suite, des actions concrètes ont été mises en avant par la Ville d'Yzeure et la Département de l'Essonne pour répondre aux nouvelles attentes des habitants : construction d'équipements sportifs en accès libre (aire de fitness, parcours permanents d'orientation...), promotion des sports de nature ou encore émergence d'appels à projet pour développer les offres d'activités physiques.

Co-construction, mutualisation, transversalité...

Durant les deux jours, 8 sujets ont été traités sous forme de table ronde et d'ateliers afin de laisser la place aux échanges et aux retours d'expérience des uns et des autres. L'occasion d'évoquer la co-construction d'une politique sportive (avec les exemples de Villeurbanne et Bordeaux), ou encore la gestion d'un centre aquatique, avec les nouveaux enjeux. Par exemple, sujet très actuel, le coût de l'énergie et la volonté de trouver d'autres solutions ou de les coupler (solaire et biomasse...).



Parmi les sujets évoqués, le fort développement des pratiques libres. Charlotte Parmentier, maîtresse de conférence à l'Université de Bretagne Occidentale a notamment indiqué que 40 % des jeunes pratiquants en club exercent une seconde activité de manière autonome, et souvent en groupe.

En outre, la mutualisation (services, actions, matériels...) a aussi été un sujet qui a suscité beaucoup d'échanges. Il s'avère que ce n'est pas toujours une solution si vertueuse : elle dépend beaucoup de la volonté des élus et de l'évolution des besoins de la population. Elle peut donc être une "vraie fausse idée" et certaines collectivités effectuent des retours en arrière. Parmi les autres sujets évoqués, celui de la transversalité pour mener une politique sportive efficace, en impliquant divers services au sein des collectivités (éducation, urbanisme, espaces verts...), mais aussi le partage de l'espace public et des mobilités sportives. Enfin, d'autres temps forts liés à l'actualité étaient très attendus : le point d'étape sur la gouvernance sportive ou encore la présentation de Paris 2024 et le rôle joué par les collectivités. Une convention a d'ailleurs été signée entre Paris 2024 et l'Andiiss. Des JEN 2022 très réussies sous le soleil breton, en attendant celles de l'année prochaine qui seront de retour à Agde.

Une convention signée entre Paris 2024 et l'Andiiss



Lors de ces Journées d'Etude Nationales, une convention de labélisation a été signée entre Paris 2024 et l'Andiiss, représenté respectivement par Thierry Rey, conseiller spécial pour l'organisation de Paris 2024 et Marco Sentein, président de l'Andiiss. Lors d'une présentation, le premier a insisté sur l'héritage de ces JOP 2024 et sur l'engagement afin de renforcer la place du sport en France. C'est la première fois qu'un label est créé en impliquant les territoires et les organisateurs comptent sur les collectivités pour créer une véritable dynamique autour de l'événement. Aujourd'hui, 2 458 communes et intercommunalités ont obtenu le label Terre de Jeux 2024, mais également 92 départements, 14 régions, 79 fédérations sportives, 106 CROS, CDOS ou CTOS et 61 ambassades. Paris 2024 compte sur l'ensemble des labélisés pour faire vivre les Jeux sur leur territoire (Relais de la flamme, semaine olympique...), engager les habitants (programme des volontaires, Club Paris 2024...) et donc développer le rôle du sport (appels à projets, impact 2024 pour financer les projets...).



Lors des différents ateliers, l'évolution des pratiques sportives étaient au centre des débats, avec notamment des démarches participatives de plus en plus présentes et une transversalité des missions qui est devenue une nécessité.



Méthodes pour tous les sports et tous les niveaux

Outils et protocoles de mesures

Retour au jeu immédiat

04 42 70 62 62

www.hydraparts.net

Expertise de notre réseau revendeurs

Hydraparts vous accompagne vers le Zéro Phyto

